

## Invitation à la prochaine réunion du CP68 qui se déroulera le

Vendredi 5 septembre 2014 à 17h30 au 17 avenue de Lutterbach à Mulhouse (local au fond de la cour),

Ce courrier est aussi une invitation à poursuivre une action lancée au moment de l'adoption d'une loi scélérate en procédure accélérée.

Quelques rappels, d'abord :

- Après le vote de cette loi d'amnistie bancaire par le Sénat à la mi-mai, Patrick Saurin a diffusé un texte intitulé «La forfaiture du Sénat ou la honte de la République».

De son côté, le CP68 a envoyé début juin une lettre ouverte au sénateur J.M. Bockel - qui a voté contre cette loi- pour lui proposer d'aller plus loin dans sa démarche. Non seulement il n'a pas répondu, mais la municipalité de Mulhouse a trouvé judicieux de mêler la police à l'affaire : cette dernière a été mobilisée pour nous menacer et nous déloger alors qu'on sensibilisait les parents (qui venaient inscrire leurs enfants aux activités des « nouveaux rythmes scolaires ») au problème des dettes publiques en leur proposant de signer notre pétition (en ligne, elle est aussi imprimable).

- Après avoir répondu aux sénateurs EELV vexés d'avoir été mis en cause, Patrick Saurin a diffusé un texte intitulé «Une nouvelle loi laxiste envers les délinquants» en réaction à l'adoption, à la mi-juillet, par l'Assemblée Nationale, de cette loi scélérate qui valide rétroactivement une partie des délits commis par certaines banques que la justice commençait à condamner suite à des plaintes de collectivités locales.

De son côté, le CP68 - observant que 6 députés alsaciens ont tenté de s'opposer à cette loi en cosignant un recours devant le Conseil constitutionnel - a rédigé début août une nouvelle lettre ouverte, mais cette fois en direction de ces 6 députés. (Vous trouverez aussi cette lettre ouverte en pièce jointe). En accompagnant cet envoi de la liste des toxiques Dexia souscrits en Alsace (publiée par Libé en 2011, sur la base d'un document confidentiel).

Cela a donné lieu à un article dans le journal « L'Alsace », paru dans son édition du vendredi 22 août 2014 (et en accès libre dans sa version électronique).

Si la publicité faite par « L'Alsace » autour de cette lettre ouverte et de cette initiative nous facilite les choses, les relais et les appuis militants restent indispensables pour aller plus loin.

**Merci de faire circuler l'information, et notamment la lettre ouverte aux 6 députés qui vise à organiser concrètement une riposte à la loi d'amnistie bancaire**. Pour l'instant, les élus alsaciens (notamment les élus municipaux, qui sont les premiers concernés), contactés en grand nombre, n'ont pas réagi. Merci de relancer les élus que vous connaissez. S'ils sont « grands électeurs » vont-ils voter les yeux fermés aux élections sénatoriales du 28 septembre prochain, pour des sénateurs qui vont ensuite pénaliser les collectivités locales qu'ils représentent, afin de favoriser les banques !?...

**Merci également de signer et de faire signer notre pétition**.

Nous vous rappelons que pour (re)découvrir l'essentiel des activités du CP68, il suffit de se rendre sur le site www.acontrecourant.org, catégorie « dette publique ».

Et tant mieux si vous avez décidé de faire plus encore, en créant, par exemple, d'autres collectifs comme le nôtre !

**Proposition d'ordre du jour :** (réunion du 5 septembre à 17h 30)

- 1) Organisation de nos actions (séances de collectes de signatures dans la rue, diffusion d'infos par tracts et par voie électronique, dans les manifs, sur des stands, etc).
- 2) Rencontres avec des élus (Bilan de la rencontre avec des élu-e-s de Soultz, début

- septembre). Contacts avec des journalistes.
- 3) Nouvelles initiatives.
  - 4) Annonce de nos réunions et initiatives par l'intermédiaire du nouveau journal électronique local (gratuit) « [L'Echo des alternatives](#) ». Pour tout contact : [echo.des.alternatives@gmail.com](mailto:echo.des.alternatives@gmail.com) (Qu'on se le dise : deux volontaires sont recherchés pour renforcer l'équipe de fabrication de cette newsletter).



Le CP68 organise régulièrement des séances de collecte de signatures pour la pétition « [Pour les jeunes, contre la finance](#) ».

L'occasion de sensibiliser au problème des dettes publiques : l'accaparement des richesses par quelques uns privent les autres de l'essentiel.

Photo prise le 22 août Place de la Réunion à Mulhouse.